

CONCLUSIONS DE LA PRÉSIDENTE

SOMMET DE GLENEAGLES

8 JUILLET 2005

Nous nous sommes réunis à Gleneagles pour notre Sommet annuel, du 6 au 8 juillet 2005.

Attentats terroristes de Londres

Tous les dirigeants du monde réunis à Gleneagles hier et aujourd'hui ont condamné les attentats barbares perpétrés à Londres, et tous ont présenté leurs condoléances aux victimes et à leurs familles. Nous sommes venus à Gleneagles afin de trouver des solutions pour combattre la pauvreté et sauver et améliorer des vies. Nous n'avons pas laissé la violence perturber le travail de ce Sommet. Les terroristes n'y ont pas réussi et n'y réussiront pas. En plus de notre travail sur la pauvreté et les changements climatiques, nous avons décidé de redoubler d'efforts dans la lutte antiterroriste.

Changement climatique

Les dirigeants du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique et de l'Afrique du Sud, ainsi que les chefs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, du Fonds monétaire international, des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du commerce se sont joints à nous dans nos discussions sur le changement climatique et l'économie.

Nous avons publié une déclaration dans laquelle nous exposons notre volonté commune de nous attaquer au changement climatique, de promouvoir l'énergie propre et de parvenir à un développement durable.

Nous convenons tous que les changements climatiques se produisent actuellement, que l'activité humaine y contribue et qu'ils pourraient toucher toutes les régions du globe.

Nous savons qu'il faut qu'à l'échelle mondiale, les émissions ralentissent, plafonnent et diminuent pour que nous passions à une économie à faibles émissions de carbone. Il faudra, pour y parvenir, que les pays industrialisés montrent l'exemple.

Nous avons décidé d'agir sans tarder pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Le Plan d'action de Gleneagles sur lequel nous nous sommes entendus traduit notre engagement. Nous prendrons des mesures pour développer les marchés des technologies énergétiques propres, pour les rendre plus abordables pour les pays en développement et pour aider les communautés vulnérables à s'adapter aux incidences des changements climatiques.

Nous nous sommes chaleureusement félicités de la participation à nos discussions des dirigeants de pays à l'économie émergente et de leurs idées pour de nouvelles approches de la coopération internationale en matière de technologies énergétiques propres entre pays développés et pays en développement.

Nos discussions marquent le début d'un nouveau Dialogue entre les pays du G8 et d'autres pays aux besoins énergétiques importants, dialogue engagé conformément aux buts et principes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il s'agira pour nous de trouver les meilleures solutions pour échanger la technologie, réduire les émissions et satisfaire de façon durable à nos besoins énergétiques, et ce, tandis que nous appliquerons et étofferons le Plan d'action.

Nous avancerons la lutte mondiale contre les changements climatiques à la Conférence de l'ONU sur le même sujet qui aura lieu à Montréal, plus tard cette année. Ceux d'entre nous qui ont ratifié le Protocole de Kyoto y restent attachés et ils continueront d'œuvrer à son succès.

Afrique et développement

Les dirigeants de l'Algérie, de l'Éthiopie, du Ghana, du Nigeria, du Sénégal, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie ainsi que les chefs de la Commission de l'Union africaine, du Fonds monétaire international, des Nations Unies et de la Banque mondiale se sont joints à nous pour nos discussions sur l'Afrique et le développement.

Nous avons examiné des solutions pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire, en particulier en Afrique, qui a le plus à faire pour les atteindre d'ici 2015.

Nous avons noté avec satisfaction les progrès sensibles accomplis par l'Afrique ces dernières années. Plus de pays ont organisé des élections démocratiques. La croissance économique s'accélère. Des conflits qui s'éternisaient, touchent à leur fin.

Nous sommes convenus que nous avons avec nos partenaires africains un intérêt commun à renforcer ces progrès afin de créer une Afrique forte, pacifique et prospère. Nous partageons une ferme conviction morale qu'il faut y parvenir, et nous nous sommes entendus sur les mesures à prendre.

Les dirigeants africains ont exprimé leur volonté personnelle, réaffirmée vigoureusement au sommet de l'Union africaine de cette semaine, d'appliquer des plans destinés à réduire la pauvreté et à promouvoir la croissance économique, de renforcer la transparence et la bonne gouvernance, de renforcer les institutions et les processus démocratiques; de ne tolérer en rien la corruption; de lever tous les obstacles au commerce intra-africain; et d'instaurer une paix et une sécurité durables sur tout le continent.

En contrepartie, le G8 a approuvé un plan global visant à aider l'Afrique à progresser. Ce plan est exposé dans notre déclaration séparée aujourd'hui. Nous avons décidé de :

- de fournir des ressources supplémentaires pour les forces de maintien de la paix africaines afin qu'elles soient plus en mesure de dissuader, de prévenir et de résoudre les conflits en Afrique;
- d'accroître le soutien pour renforcer la démocratie, la bonne gouvernance et la transparence, et pour aider à combattre la corruption et à restituer les biens volés;
- d'investir davantage dans la santé et l'éducation, et de combattre concrètement le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et d'autres maladies mortelles;

- de stimuler la croissance afin d'améliorer le climat de l'investissement et le commerce en Afrique, y compris en aidant à renforcer les capacités commerciales de ce continent et en faisant en sorte de mobiliser des investissements supplémentaires dans les infrastructures nécessaires au commerce.

Les dirigeants du G8 ont convenu de consacrer à ce plan des ressources supplémentaires substantielles, au profit des pays dotés d'un plan national de développement solide et soucieux de bonne gouvernance, de démocratie et de transparence. Nous avons convenu que les pays pauvres doivent définir et appliquer eux-mêmes leurs stratégies de développement et leurs politiques économiques.

Nous avons convenu de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010. L'aide à tous les pays en développement augmentera d'ici 2010, selon l'OCDE, d'environ 50 milliards de dollars par année, dont au moins 25 milliards seront consacrés à l'Afrique. Un groupe de membres du G8 et d'autres pays appliquera des mécanismes de financement innovateurs, dont le MIF pour l'immunisation, un prélèvement de solidarité sur les billets d'avion et le MIF afin de réaliser leurs engagements, et un groupe de travail examinera la mise en œuvre de ces mécanismes. Nous avons convenu que la Banque mondiale devrait jouer un rôle important pour appuyer le partenariat entre les membres du G8, les autres donateurs et l'Afrique, pour aider à la coordination efficace de l'aide supplémentaire.

Le G8 a aussi convenu que toutes les dettes des pays pauvres très endettés (PPTE) envers la Banque mondiale, le Fonds monétaire internationale et la Banque africaine de développement doivent être radiées, comme le prévoit l'accord du 11 juin entre nos ministres des finances. Nous avons salué par ailleurs la décision du Club de Paris de radier environ 17 milliards de dollars de la dette du Nigeria.

Les dirigeants du G8 et de l'Afrique ont convenu que, si elles étaient appliquées, ces mesures et les autres qui sont inscrites dans notre plan global pourraient :

- doubler la taille de l'économie et du commerce de l'Afrique d'ici 2015
- accroître l'investissement intérieur et étranger
- sortir des dizaines de millions de personnes de la pauvreté chaque année
- sauver dix millions de vies par année
- faire entrer tous les enfants à l'école primaire
- assurer à tous les soins de santé de base et l'enseignement primaire gratuits
- fournir l'accès le plus universel possible au traitement contre le sida d'ici 2010
- procurer des emplois et d'autres possibilités aux jeunes
- faire cesser les conflits en Afrique.

Pour assurer la mise en œuvre de ces mesures, nous avons convenu de renforcer le Forum des partenaires africains et de lui demander de mettre en place un plan d'action conjoint.

Mais nous savons que ce n'est qu'un début. Nous devons exploiter les progrès que nous avons réalisés aujourd'hui. Nous devons aborder dans le même esprit le sommet d'examen du

Millénaire de l'ONU, qui aura lieu à New York en septembre, et réaliser le Programme de Doha pour le développement.

Économie mondiale, pétrole et commerce

Nous avons discuté des perspectives de croissance de l'économie mondiale, qui devrait demeurer vigoureuse. Nous avons reconnu que le maintien de cette croissance constituera un exercice délicat et réaffirmé que chacun de nos pays doit faire sa part pour favoriser une croissance durable. Le niveau élevé et l'instabilité croissante des prix du pétrole constitue, en particulier, une source d'inquiétude pour nous ainsi que les pays en développement vulnérables.

Nous avons convenu de redoubler d'efforts pour mener à bien le Programme de Doha pour le développement dans son ensemble. Il est, à notre avis, crucial d'y arriver pour stimuler la croissance et rehausser les revenus dans le monde entier, et c'est pourquoi ces négociations font partie intégrale de nos efforts pour réduire la pauvreté autour du globe. De concert avec nos partenaires des économies émergentes, nous avons convenu d'imprimer l'impulsion politique nécessaire afin que les discussions débouchent sur un projet d'accord d'ici à la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en décembre et sur un accord final en 2006.

Nous avons réaffirmé notre détermination à ouvrir plus largement les marchés au commerce des produits agricoles, des biens industriels et des services et, dans le secteur de l'agriculture, à réduire les mesures de soutien interne qui faussent les échanges et à éliminer toutes les formes de subventions à l'exportation dans un délai réaliste. Nous sommes aussi bien décidés à tenir compte des produits revêtant un intérêt particulier pour les pays les moins avancés dans les négociations et à laisser à ces derniers la latitude dont ils ont besoin pour décider de leurs propres stratégies économiques.

Nous avons émis des déclarations sur l'économie mondiale et le pétrole, le commerce et des mesures pour lutter contre la contrefaçon et le piratage des droits de propriété intellectuelle.

Enjeux régionaux et prolifération

Nous nous sommes entretenus avec l'envoyé spécial du Quatuor pour le désengagement, M. James Wolfensohn, qui a fait le point sur son travail pour assurer le retrait réussi d'Israël de la bande de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie et ses propositions pour assurer le suivi à long terme de ce processus, dans le but de jeter les bases d'un futur État palestinien viable. Nous accueillons avec satisfaction ses efforts et y souscrivons avec vigueur, et étudierons les meilleurs moyens d'appuyer ses propositions pour l'avenir.

Nous avons réaffirmé notre attachement au Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord, qui repose sur une véritable collaboration entre le G8, les gouvernements, les milieux d'affaires et la société civile de la région. Nous avons noté avec satisfaction les mesures prises dans la région pour accélérer les réformes politique, économique, sociale et en éducation et souligné notre appui à cette nouvelle dynamique de changement. Nous attendons avec intérêt le Forum pour l'avenir de Bahreïn, en novembre 2005, pour faire avancer davantage les travaux menés dans le cadre de ce partenariat.

Six mois après l'effroyable tragédie qui s'est produite dans l'océan Indien le 26 décembre 2004, nous avons souligné notre appui aux efforts de l'ONU pour apporter des secours humanitaires et assurer la reconstruction à la suite du tsunami. Nous avons également confirmé notre détermination à réduire les risques en cas de catastrophe et encouragé la réforme du système humanitaire.

Nous avons réaffirmé que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, conjuguée au terrorisme international, demeure la menace suprême pour la paix et la sécurité mondiales. Nous avons réitéré nos engagements à cet égard et appelé tous les États à respecter dans leur intégralité les normes internationales de non-prolifération et à remplir leurs obligations en matière de contrôle des armements et de désarmement. Nous avons souligné notre détermination à nous attaquer avec fermeté aux défis que présente la prolifération, à la fois par des efforts nationaux et multilatéraux. Nous avons indiqué que la menace de prolifération en Corée du Nord et en Iran nous préoccupe tout particulièrement.

Au sujet de l'Iran, nous avons bien accueilli les efforts de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, secondés par l'UE, pour dissiper, par des négociations, les inquiétudes à l'égard des objectifs du programme nucléaire iranien. Nous avons réitéré une fois encore l'importance pour l'Iran de lutter contre le terrorisme, d'œuvrer pour la paix au Moyen-Orient et de respecter les droits de la personne et les libertés fondamentales.

S'agissant de la Corée du Nord, nous souscrivons aux Pourparlers à six et exhortons le régime nord-coréen à les réintégrer dans les plus brefs délais. Nous demandons à la Corée du Nord d'abandonner ses programmes relatifs aux armes nucléaires. Celle-ci n'a déjà que trop tardé à répondre aux inquiétudes exprimées par la communauté internationale à propos de son piètre bilan au chapitre des droits de la personne et de la question des enlèvements.

Nous avons discuté de la situation au Soudan et en Iraq et énoncé dans des déclarations distinctes les mesures concertées que nous entendons prendre. Nous avons également émis des déclarations sur le processus de paix au Moyen-Orient, le Partenariat avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord, la catastrophe dans l'océan Indien et la non-prolifération et produit un rapport d'étape sur l'Initiative pour la facilité et la sécurité des voyages internationaux.

Nous avons également discuté de questions touchant aux pays suivants :

- Afghanistan : nous avons réaffirmé notre détermination à appuyer les efforts du gouvernement et du peuple afghan pour relever les défis à long terme que représentent la reconstruction, le maintien de la sécurité, la lutte antidrogue et la restauration de la primauté du droit et avons noté avec satisfaction la tenue prochaine d'élections législatives et provinciales;
- Liban : nous nous sommes félicités des récentes élections et attendons avec impatience la formation sous peu d'un nouveau gouvernement libanais constitué de membres respectés de la société, qui sont attachés à la réforme et résolus à protéger la souveraineté de leur pays. Nous avons réitéré la nécessité que la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU soit appliquée dans son intégralité;

- Zimbabwe : nous avons déploré les récents événements dans ce pays. La démolition forcée d'édifices a laissé des centaines de milliers de Zimbabwéens sans toit ou moyens de subsistance et causé de grandes souffrances humaines. Nous exhortons les autorités zimbabwéennes à cesser dès maintenant cette campagne, à s'employer immédiatement à résoudre la situation qu'elles ont créée et à respecter les droits de la personne et la primauté du droit.

Nous prenons note avec satisfaction de la visite de l'envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU. Nous attendons avec intérêt son rapport sur la situation. Nous continuerons d'appuyer les efforts de l'ONU et d'autres organisations internationales pour procurer une aide alimentaire et humanitaire à toutes les personnes dans le besoin au Zimbabwe;

- Haïti : nous avons exprimé nos inquiétudes devant la dégradation de la sécurité. Nous avons souligné le besoin d'un engagement international soutenu, y compris par l'intermédiaire des efforts actifs de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, afin d'instaurer un environnement sûr et stable, essentiel pour la tenue des élections plus tard en 2005 et le développement à long terme du pays.

Nous avons accueilli favorablement l'offre du président de la Fédération de Russie d'accueillir notre prochain Sommet en 2006.